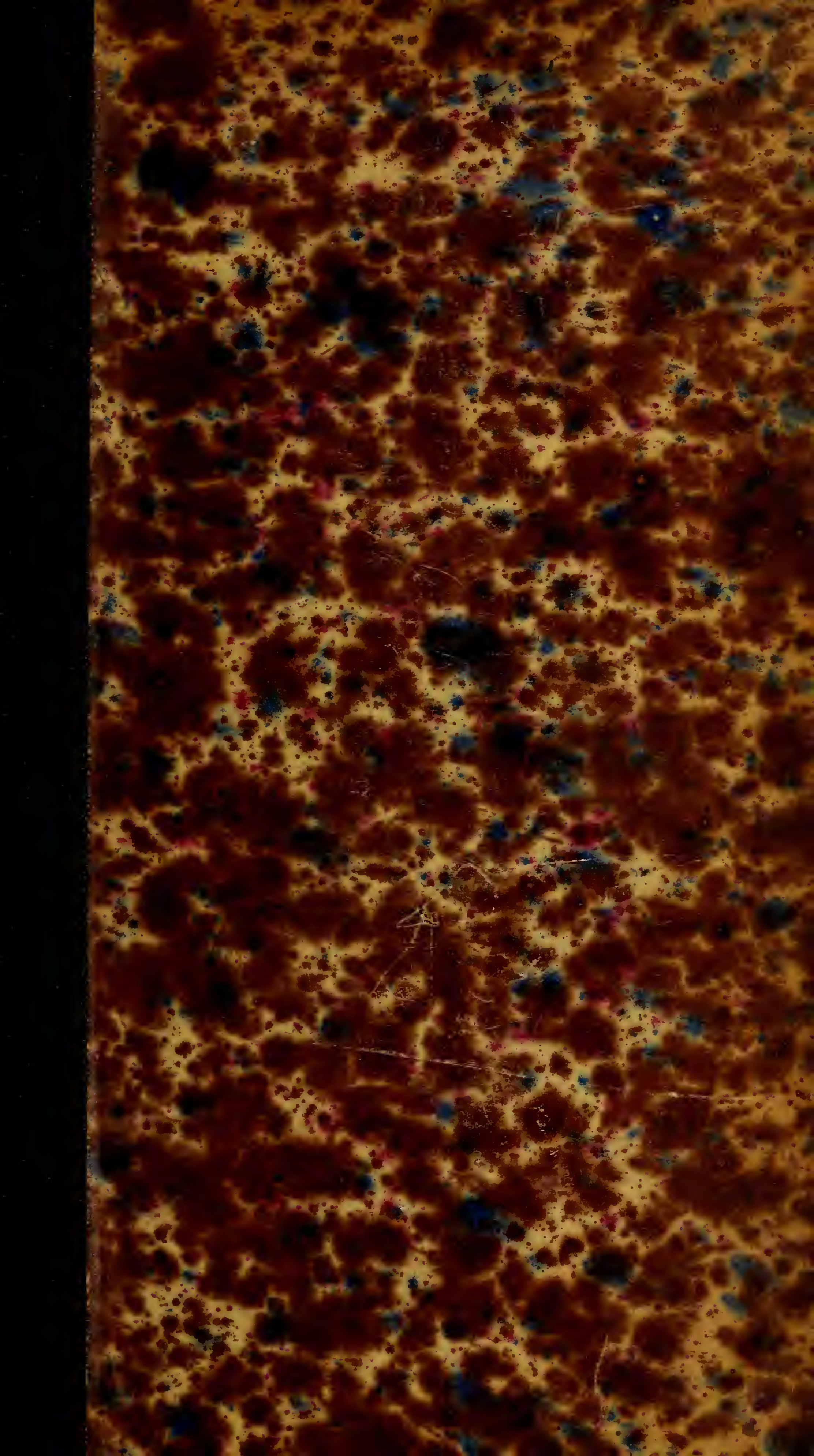
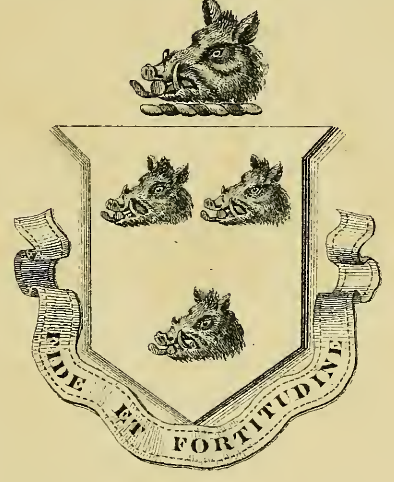


Accessions
159,823

Shelf No.
XG.3656,12

Barton Library.



Thomas Pennant Barton.

Boston Public Library.

Received, May, 1873.

Not to be taken from the Library.



30 ✓

PAMPHLETS.

French

Revolution

–

1790

–

July – Aug.

Barton Library

XG.3656.12

159,823
May, 1873

Accession No. ....

Added .... 187 ......

Catalogued by ....

Revised by ....

Memoranda.

ATTENTION.

LE MOYEN

DE FAIRE OUVRIR LES YEUX

AUX ANGLOIS.

DANS toutes les dernières guerres que les Anglois ont faites à la France ou à l'Eſpagne, ils ont toujours eu ſoin d'en porter le théâtre loin de leurs foyers. Auſſi jamais ils n'ont manqué d'envoyer des flottes pour attaquer les poſſeſſions de leurs ennemis dans les Indes Orientales ou Occidentales ; & les François, sous l'ancien régime, n'ont pas manqué non plus de ſuivre cet exemple.

Rien de mieux imaginé pour les intérêts de la Grande-Bretagne, que cette manière de faire la guerre ; les Anglois dont les ressources naturelles ſont extrêmement bornées, ont eu l'avantage de pouvoir uſer chez eux, en toute sûreté, de tous les moyens qu'offre le crédit artificiel, & par-là, d'égaler une Nation qui leur eſt infiniment ſupérieure en reſſources naturelles. L'expérience prouve que les Anglois, loin de craindre les guerres

1790.

de cette eſpèce, paroissent les rechercher ; le gouvernement, une grande partie même du peuple, ſur-tout à Londres, en font un objet de ſpéculation, parce qu'elle leur procure de nouveaux motifs d'augmenter la quantité de cette monnoie fictive avec laquelle ils exécutent leurs projets d'attaque.

Cette monnoie fictive qu'on appelle en Angleterre *ſtock*, *exchequer bills*, *Navy bills*, et qui monte actuellement à près de 240 millions ſterling, ou cinq milliards ſept cent ſoixante millions monnoie de France, doit ſon unique soutien aux taxes établies pour payer l'intérêt annuel de cet énorme capital. Mais quoique les taxes que l'on perçoit en Angleterre s'élèvent à plus du double de celles qu'on perçoit en France, cet inconvénient eſt preſque compenſé par l'avantage que procure ce capital, en reſtant toujours en activité. Il en réſulte que les Anglois conſidèrent leur dette nationale comme leur propriété individuelle, & au moyen de ce calcul, se regardent comme s'ils étoient de 240 millions ſterling plus riches qu'auparavant.

Cependant le papier fait preſque toute leur richeſſe, leur numéraire eſt bien rare à proportion ; ils n'en ont pas le cinquième de la France.

Si cette illuſion pouvoit toujours durer, les Anglois ſeroient toujours en guerre ; la cupidité

ne les y porteroit que trop. Mais nous voyons déjà que leurs efforts ont été bien au-delà de leurs forces. Le bruit d'une rupture avec l'Espagne a fait tomber la valeur de cette monnoie imaginaire presque à vingt millions sterling, ou quatre cent quatre-vingt millions, argent de France. Leurs propres journaux attestent ce fait; cependant ils ignorent à tel point ce que le reste du monde peut voir, qu'on ne parviendra vraisemblablement à les déterminer à préférer la paix comme le véritable intérêt de la nation, qu'en leur faisant sentir que la guerre en est la ruine. Ils ont un ministre (M. Pitt) à qui l'on ne peut refuser des talens distingués pour faire des discours dans le parlement d'Angleterre: mais c'est là son plus grand mérite.

Il est bien fâcheux d'avoir auprès de soi des voisins toujours inquiets. Tel est le caractère national de l'Angleterre qu'envain la France espèreroit de rester long-tems en paix avec elle.

La conduite pusillanime du dernier Ministre (l'Archévêque de Sens) avec le Gouvernement britannique dans l'affaire de la Hollande, déshonora notre Nation: elle accrut la fierté du ministère Anglois, qui depuis ce tems a toujours traité la France avec dédain. Maintenant il est en notre pouvoir d'apprendre à nos ennemis que nous méritons de meilleurs procédés, & qu'il est tems pour eux, de changer de systême.

Les Anglois joignent la ruſe à la hauteur pour mieux parvenir à leur but. Lorſqu'ils ſont diſpoſés à ſe brouiller avec la France, ils envoient à l'Eſpagne des meſſages inſidieux pour l'endormir ſur ſes vrais intérêts : veulent-ils ſe brouiller avec l'Eſpagne, ils employent les mêmes moyens envers la France. Voilà leur politique. Leur objet eſt de diviſer les deux Nations, & d'empêcher que leurs flottes n'agiſſent enſemble, afin de pouvoir les écraſer toutes deux l'une après l'autre.

Le traité de famille dont on a fait tant de bruit & dont on a parlé ſi diverſement fut une fort bonne opération dans le tems, ſur-tout d'après l'uſage qui régnoit alors; il a ſauvé le ſang & l'or des deux nations ; & d'ennemies qu'elles étoient auparavant, il en a fait des amies & des alliées. Ce fut pour empêcher cette union, ſi précieuſe pour la marine d'Eſpagne & pour celle de France, que les Anglois entreprirent cette guerre connue dans leur hiſtoire ſous le nom de guerre de la ſucceſſion, & maintenant ils mettent tout en uſage, pour accomplir un projet qu'ils ne purent réaliſer alors.

A l'égard de la querelle que l'Angleterre vient de ſuſciter à l'Eſpagne, en voici le ſujet.

Les Anglois avoient envoyé quelques bâtimens contrebandiers vers les côtes de l'Amérique Eſpagnole. J'ai dit contrebandiers. & comment

douter qu'ils ne le fussent, puisqu'ils naviguoient sous un faux pavillon. Ils avoient double commission, l'une pour agir comme Portuguais, sous le pavillon de cette nation, l'autre pour agir comme Anglois, selon qu'il leur seroit le plus convenable, pour le succès de leur commerce clandestin. Ces bâtimens ont été saisis par les Espagnols, qui en ont informé la Cour de Londres, en demandant qu'elle prît des mesures pour empêcher ses sujets de tenter à l'avenir de pareilles entreprises.

Cette demande n'a point produit l'effet qu'on devoit en attendre ; au contraire, la Cour de Londres n'a pas rougi de sommer l'Espagne de lui rendre les vaisseaux & de lui payer tous les dommages résultans de cette saisie, le tout avant d'entamer aucune discusion. Deux raisons l'ont portée à ce procédé malhonnête : d'abord elle ne se soucioit pas d'éclaircir cette affaire ; en outre elle étoit devenue plus fière par l'idée que la France se trouvoit hors d'état de prêter aucuns secours à son alliée. Pour être encore plus sûre de son fait, la Cour de Londres a tâché suivant sa coutume, d'endormir la Cour de France ; mais les choses ayant pris une autre tournure aujourd'hui, grace à notre heureuse révolution, ses desseins seront éventés, & l'harmonie qui règne entre le Roi & l'Assemblée Nationale, lui fera perdre tout espoir de succès.

Que cette affaire se termine par une guerre, c'est ce qu'on ne peut encore assurer : mais, à tout évènement, la marine de France doit être mise sans retard en état d'agir, soit pour notre propre défense, soit pour empêcher que le pouvoir de nos ennemis ne prenne trop d'accroissement. La Cour de Londres ne voulut jamais tant de mal à la France qu'elle lui en veut en ce moment; elle ne nous pardonne pas notre révolution; elle est agitée par la crainte que le peuple d'Angleterre ne rende hommage à nos principes en suivant notre exemple, & par l'idée que cette révolution rendra le pouvoir de la France beaucoup plus formidable qu'il ne l'a jamais été.

Supposons un instant que la guerre ait lieu, & voyons quelle est la véritable manière de la faire.

Nous avons remarqué que toutes les fois que nous avons eu la guerre avec les Anglois nous les avons toujours suivis loin de chez eux, le plus souvent aux Indes Occidentales.

En cela nous avons fait précisément ce que les Anglois desiroient que nous fissions & ce que nous n'aurions pas dû faire. Les papiers Anglois nous annoncent sans cesse que de nouveaux détachemens vont passer en Amérique. Laissons-les aller : mais que la France & l'Espagne combinent leurs forces, unissent leurs flottes & portent la guerre dans la Manche.

Actuellement que l'Amérique Septentrionale eſt détachée de l'Angleterre ; nos iſles ſont en ſûreté ; car les Anglois n'ont point aſſez de troupes de terre pour en dégarnir leur propre pays : ce fut avec les ſecours puiſſans qu'ils obtinrent de l'Amérique Septentrionale, dans le cours de l'avant dernière guerre, qu'ils firent alors de ſi belles conquêtes ſur nos poſſeſſions.

Je le repète : que l'Angleterre envoie ſes flottes aux Indes Occidentales, dans la Méditerranée, dans la mer Baltique, enfin, par-tout où il lui plaira de les envoyer ; à l'égard de la France & de l'Eſpagne, elles n'ont qu'une choſe à faire, c'eſt d'introduire dans la Manche leurs flottes réunies ; ſi ces flottes rempliſſent leur devoir, tous les vaiſſeaux que paſſède l'Angleterre ſeront inſuffiſans pour lui aſſurer la navigation paiſible de ce canal important. De cet article ſeul dépendent tous les autres ; la Manche eſt la clef de Londres & de preſque toute l'Angleterre. Les flottes des deux nations peuvent fermer le canal ; une fois cela fait, le commerce de Londres est coupé par la racine ; les ſources de ſont crédit ſon déſéchées ; la nation perd juſqu'au moyen d'entretenir ſa flotte.

L'Angleterre n'eût pas tant recherché la guerre ſi la Manche en eût toujours été le théâtre. Ne regarderoit-on pas comme folle une nation qui

s'engageroit dans une guerre où la plus grande eſpérance qu'elle pût avoir ſeroit de venir à bout de ſe défendre, & où, tandis qu'elle ſeroit occupée à protéger ſon territoire, elle verroit ſon commerce & ſon crédit s'anéantir?

L'allarme que la flotte combinée répandit dans la dernière guerre, en entrant dans la Manche, indique aſſez la marche qu'on doit ſuivre pour l'avenir. Londres alors trembla, & ſi les flottes euſſent continué, bientôt tout le monde eût couru reprendre ſes fonds à la banque. La navigation de la Manche eſt pour l'Angleterre ce qu'étoit pour Samſon ſa chevelure; c'eſt là que repoſe toute ſa force; il n'eſt point d'autre ſecret; coupez lui ſa navigation & toute ſa force tombe à l'inſtant.

Quant aux pertes ou aux défaites que les Anglois éprouvent loin de chez eux, ils y font peu d'attention. C'eſt ſeulement en portant la guerre au milieu de leurs foyers qu'on peut la leur rendre redoutable: c'eſt le ſeul moyen de leur faire ouvrir les yeux.

De l'impremerie de Guillaume *Junior*, rue de Savoie, N°. 11.

Assemblée Nationale

L.

L'Assemblée Nationale

...itée comme elle le Mérite

~~1789 (after November).~~

1790. after 24. may (see p. 19.

